



**Les Economistes atterrés**  
**Politique budgétaire 2018 :**  
***Le bonheur des riches peut-il faire celui***  
***des pauvres ?***  
**Soirée-débat, jeudi 19 octobre 2017 à 19h45**  
**Amphi 1 - Panthéon-Sorbonne**  
**12 Place du Panthéon, 75005 Paris**

Réduire les dépenses publiques et sociales pour diminuer les impôts sur les riches et augmenter les profits des entreprises, telle est l'obsession des classes dominantes en Europe, de la technocratie et de la Commission européenne. En même temps, les gouvernements doivent tenir compte des souhaits des citoyens et les dépenses publiques sont nécessaires. Le Pacte de Stabilité et le Traité budgétaire continuent à préconiser des politiques restrictives ne tenant pas compte des exigences macroéconomiques. Les entreprises souffrent elles aussi des politiques d'austérité. La politique budgétaire d'Emmanuel Macron et de son gouvernement repose sur une idée-force : il faut réduire la fiscalité sur les plus riches (les investisseurs financiers) ou futurs plus riches (les entrepreneurs) pour s'aligner sur les nouvelles normes du capitalisme financier et inciter ceux-ci à rester ou à revenir en France. Ainsi, la France doit rentrer en plein dans la concurrence fiscale, même si celle-ci est un jeu à somme négative pour les peuples.

Cette soirée-débat présentera la stratégie budgétaire mise en œuvre par Emmanuel Macron et son gouvernement et cherchera à définir des pistes alternatives.

**La stratégie budgétaire**

La loi de programmation des finances publiques 2018-2022 s'inscrit dans la logique européenne d'un objectif de solde structurel équilibré à terme. Or, la mesure du solde structurel est contestable et l'objectif absurde. La politique budgétaire française sera légèrement restrictive en 2018 et plus nettement encore les années suivantes. Comment sortir du carcan des règles européennes ? Les réformes envisagées (un ministre des finances de la zone euro) sont lourdes de menace.

**Subventionner les riches ?**

Le gouvernement a choisi d'axer les baisses d'impôt en 2018 sur les plus riches. Peut-on croire que cela dopera notre économie ? La baisse des impôts sur les entreprises aura lieu ensuite. Que faire, au contraire, pour lutter contre la concurrence fiscale, contre l'optimisation et le tourisme fiscal ?

Pour équilibrer sa politique, le gouvernement prétend donner du pouvoir d'achat aux salariés par la baisse des cotisations sociales, mais celle-ci est financée par des ponctions sur les retraités et remet en cause les prestations chômage. La baisse de la taxe d'habitation sera financée par une nouvelle baisse des dépenses des collectivités locales, alors que celles-ci, exsangues après plusieurs années d'austérité, ont déjà réduit leurs dépenses d'investissement et leur dépenses sociales. L'idée force est que les salariés ne peuvent avoir de pouvoir d'achat que par la baisse des dépenses publiques et sociales. Comment réhabiliter l'impôt et les

cotisations sociales, qui financent les dépenses publiques et sociales ?

### **La baisse des dépenses publiques**

La baisse des impôts et celle du déficit public devront se traduire par la baisse des dépenses publiques. Outre les retraités, les victimes en 2018 seront les emplois aidés, le logement social, les dépenses locales. À terme, le gouvernement veut revoir le périmètre de l'action publique, ce qui implique des privatisations, qui risquent de mettre en place des services privés moins satisfaisants, plus coûteux, moins équitables (comme le montrent les exemples des sociétés d'autoroute, de Dexia, des PPP), avec de plus grandes inégalités de revenus et de statuts du personnel. Comment faire évoluer les services publics pour que leur défense devienne l'affaire de tous ?

## **Pour en débattre, les Economistes atterrés vous invitent à une conférence-débat**

**Jeudi 19 octobre 2017, de 19h45 à 21h45**

**Amphi 1 Panthéon-Sorbonne**, 12 Place du Panthéon, 75005 Paris

(Entrée libre et gratuite dans la limite des places disponibles)

Avec :

- **Vincent Drezet**, syndicat Solidaires Finances Publiques. Dernier ouvrage : *Une société sans impôts ?*, Les Liens qui libèrent, 2014.

- **Henri Sterdyniak**, économiste atterré, OFCE

- **Christophe Ramaux**, économiste atterré, Université Paris I.

Animateur : **Matthieu Montalban**, économiste atterré, Université de Bordeaux.

D'ici là, retrouvez les analyses et positions des « Atterrés » dans les chroniques et articles de notre site <http://atterres.org>